

Une présence aux Etats-Unis est «indispensable»

GUERRE COMMERCIALE. La faïtière Economiesuisse estime que Berne n'a pas d'autre choix que d'accepter le taux de 15% et les conditions que veut lui imposer Washington.

Pascal Schmuck

L'économie suisse doit se préparer à des droits de douane américains appelés à durer, a mis en garde Economiesuisse mercredi à Zurich, en soulignant que «l'incertitude est devenue la nouvelle normalité». La secrétaire d'Etat à l'économie, Helene Budliger Artieda, avait indiqué lundi dans les colonnes de la *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ) ne pas croire que la politique commerciale américaine reviendrait à ce qu'elle était avant le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche. «Nous partons du principe que les droits de douane ne vont pas disparaître rapidement, mais établir une prévision à long terme est tout simplement impossible par des temps aussi incertains», estime l'économiste en chef d'Economiesuisse, Rudolph Minsch. La croissance de l'économie suisse devrait ralentir l'an prochain. Après une progression de 1,2% en 2025, elle devrait atteindre 1% en 2026, selon les projections d'Economiesuisse publiées mercredi.

«Pas au détriment de la Suisse»

Le montant de 200 milliards de dollars que les entreprises suisses sont censées investir aux Etats-Unis les cinq prochaines années — soit 40 milliards par an — semble réaliste aux yeux de la faïtière économique. Pour rappel, les entreprises ont investi près de 15 milliards de francs aux Etats-Unis en 2023, selon des chiffres de la Banque nationale suisse (BNS).

Rudolph Minsch se veut rassurant. «Ce montant de 200 milliards d'investissement résulte d'enquêtes: il s'agit de plans



Rudolf Minsch. Pour Economiesuisse et son économiste en chef, «l'incertitude est devenue la nouvelle normalité».

d'investissements des entreprises. De ce point de vue, je pars du principe que c'est tout à fait possible», explique-t-il. A ceux qui déplorent de voir le tissu économique suisse ainsi privé d'une manne importante, l'économiste ne prévoit de son côté «pas de conséquences fortement négatives». Il rappelle que «les entreprises ont toujours investi dans des sites à l'étranger», une pratique qui «ne se fait pas au détriment de la Suisse, bien au contraire: cela contribue à préserver les emplois» dans le pays.

Au Parlement de jouer

Des délocalisations ne sont pas non plus exclues, mais plutôt dans certains pays européens qui affichent une forte croissance et qui ne souffrent pas

de la pénurie de main-d'œuvre que connaît la Suisse. Quant aux secteurs les plus exposés, il s'agit principalement de l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux (MEM) et l'horlogerie. Rudolf Minsch se dit en revanche confiant pour les dispositifs médicaux (med-tech), dont les chaînes d'approvisionnement en Suisse sont bien implantées et prendraient beaucoup de temps à être développées outre-Atlantique.

«Certaines entreprises peuvent se passer du marché américain, d'autres non. C'est vraiment très spécifique à chaque secteur, voire à chaque entreprise. Pour beaucoup, l'Amérique fait simplement partie de l'équation et il est indispensable d'y être présent», assure l'expert.

Reste le volet politique. Faut-il «jouer la montre» et espérer que la Cour suprême invalide les «tariffs» de Donald Trump ou attendre l'arrivée d'un nouveau président moins protectionniste dans trois ans? Pour Rudolf Minsch, cela est inutile, dans la mesure où certaines mesures existent déjà depuis des années, indépendamment d'une présidence républicaine ou démocrate.

L'économiste appelle donc le Parlement à prendre ses responsabilités. «J'espère que le pragmatisme typiquement suisse prévaudra: nous devons rapidement trouver une solution, afin de nous présenter comme un partenaire fiable sur la scène extérieure, et d'apporter une prévisibilité aux entreprises», espère-t-il. ■